

Journées de l'Économie PwC

Stratégie digitale du Luxembourg et grands défis de la zone euro étaient à l'ordre du jour de la 9^e édition des Journées de l'Économie les 24 et 25 février dernier.

Véritable plateforme de réflexion sur l'économie luxembourgeoise, les Journées de l'Économie ont porté cette année sur deux thématiques d'actualité: le développement de l'économie digitale et les défis de la zone euro. Organisées conjointement par le Ministère de l'Économie, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et la Fedil - Business Federation Luxembourg, en collaboration avec PwC Luxembourg, ces deux journées de conférence ont attiré cette année près de 400 participants.

Présentée comme la pierre angulaire de la diversification économique, l'économie digitale fait l'objet de toutes les attentions. Le rôle de l'État, les enjeux et les secteurs porteurs étaient au cœur des débats de la première journée de conférence. Les questions européennes ont, quant à elles, occupé la deuxième journée de débats. Les négociations en cours entre la Grèce et l'Eurogroupe sont venues rappeler les grands défis auxquels la zone euro est confrontée. Face à une crise dont les effets se font toujours sentir, le modèle à suivre pour retrouver le chemin de la croissance pose question.

Luxembourg: terre fertile pour les «digital entrepreneurs»

«Le secteur ICT¹⁾ n'en est pas à ses balbutiements au Luxembourg. Il représente près de 7% du PIB. L'emploi dans ce secteur a augmenté de 31% depuis 2007 et la valeur créée de près de 45%. Toute initiative visant à renforcer l'ICT et à positionner le Luxembourg comme une Smart Nation est évidemment souhaitable et bienvenue».

C'est par ces mots que Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce, a ouvert la première journée de conférence. Créateur de valeur et générateur de gains de productivité, le digital peut bénéficier à l'ensemble des secteurs de l'économie: les utilisateurs, pour qui la transformation digitale est un vecteur de croissance, les créateurs de contenu, et aussi les producteurs (fabricants de composants ou entreprises des télécommunications).

Si tous les acteurs s'accordent sur la nécessité de donner aux entreprises technologiques innovantes les moyens de se développer, le rôle à jouer par l'État pose question.

Selon Dominique Roux, président de la Chaire Économie numérique de l'Université Paris Dauphine, «tout État désireux de développer l'économie numérique doit avant tout proposer un environnement favorable. Quels sont les besoins des startups? Trouver des talents hautement qualifiés pour développer leur projet, mais aussi un financement pour commercialiser leurs services, le tout dans un environnement ouvert car leur marché n'est pas local ou national mais international».

Le Luxembourg est, à cet égard, bien positionné. En atteste le développement du secteur, «résultat d'une politique de diversification mise en œuvre depuis dix ans» a rappelé Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie. Mais la concurrence que se livrent les pays pour développer et attirer les entreprises du secteur nécessite de maintenir les efforts. «Sur les cinq dernières années, nous avons investi près d'un demi-milliard d'euros. Un chiffre impressionnant, mais absolument nécessaire pour augmenter nos capacités en matière d'internet ultrarapide et de connectivité internationale.»

Infrastructures mais aussi compétences et talents, financement, simplification des démarches administratives sont au cœur des actions du gouvernement, avec l'appui des acteurs du monde de l'ICT. Pour définir et coordonner ces actions, l'initiative Digital Lëtzebuerg réunit des experts des secteurs privé et public sous la houlette d'Anne-Catherine Ries, Conseiller, Ministère d'État, Service des Médias et des Communications. Son objectif, partagé par l'ensemble des acteurs du monde économique de la place: renforcer le positionnement et le rayonnement du pays comme centre d'excellence dans l'ICT, avec l'État dans son rôle de facilitateur.

L'Europe face à la crise, le grand écart

Quel(s) modèle(s) économique(s) pour l'Europe et pour chacun de ses pays membre? Didier Mouget, Managing Partner, PwC Luxembourg, a dressé le tableau du Luxembourg en ouverture de la deuxième journée de conférence.

L'heure des choix ?

«Le Luxembourg reste un des rares pays où le dialogue est pratiqué à tous les niveaux de la vie économique et sociale. La stratégie du pays a depuis longtemps été de s'orienter vers l'international. Cela semble porter ses fruits: selon les prévisions de la Commission Européenne, la croissance devrait être de 3% fin 2014, ralentir à 2,4% en 2015 en raison des ajustements du secteur financier en réponse au nouveau cadre réglementaire pour repartir à la hausse en 2016, à 2,9%».



choix de la modération salariale, de la compétitivité et des exportations, l'Allemagne a également fait une croix sur sa demande intérieure. Durant sa présentation, il a pointé plusieurs faiblesses qui freineront tôt ou tard sa croissance: une démographie en berne, une croissance de la productivité quasi-nulle, et un faible taux d'investissement. Est-ce tenable dans la durée?

Face au modèle allemand, Lionel Fontagné professeur d'économie à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne a souligné, lui, le paradoxe français: avec un euro faible, un prix du pétrole au plus bas, les conditions de la croissance sont réunies mais les performances restent décevantes. Quels en sont les facteurs de blocage? La compétitivité est au point mort depuis 2006, le déficit public atteint les 4% du PIB et le taux de chômage est proche des 10%. L'économiste entrevoit des signes encourageants avec les orientations du nouveau gouvernement. La loi Macron prévoit un paquet de mesures pour «déverrouiller la croissance» avec, pour les plus symboliques, un assouplissement du travail le dimanche ou l'ouverture du transport par autocar à la concurrence. Mais la France garde cette image de pays difficile à réformer.

Guntram Wolff, directeur du Bruegel Institute, voit dans la crise un révélateur des faiblesses de la zone euro. Les divergences de points de vue sur les causes et les solutions à apporter, ajoutées aux problèmes de gouvernance de la zone, ont retardé la mise en place de réformes structurelles. Déjà avant la crise, les germes de la discorde étaient semés, avec un petit noyau dur de pays en surplus budgétaire, créancier de pays «périphériques» en déficit budgétaire récurrent et endettés. Le robinet du crédit s'est coupé net avec la crise, mettant dos à dos les uns et les autres. Selon Monsieur Wolff, l'Allemagne et la France, couple-moteur de la zone, sont emblématiques de ces divergences.

Entre ces deux approches divergentes qui tiraillent la zone euro, quelle solution adopter? Economistes et représentants des milieux économiques présents s'accordent sur la nécessité d'une plus grande concertation et coordination des politiques budgétaire, fiscale, salariale... La balle est dans le camp des décideurs politiques. Pour les investisseurs, la stabilité reste un gage de sécurité. Le Luxembourg, qui partage et comprend les cultures de ses deux voisins et principaux partenaires économiques, a là une carte à jouer.

Les Journées de l'Économie soutiennent l'entrepreneuriat. Les recettes tirées des frais d'inscription seront entièrement reversés à Jonk Entrepreneuren. L'association a pour but de perpétuer et de dynamiser le mouvement «esprit d'entreprendre» au niveau de l'enseignement luxembourgeois. (<http://jonk-entrepreneuren.lu>).

1) ICT: Information and Communication Technology